

Services Vétérinaires Santé, Protection Animale et
Environnement
Cité administrative Jean Montalat
BP.314
19011 Tulle

Tulle, le 06/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Groupement d'Usagers de l'Abattoir d'Ussel

Rue du Moulin du Peuch
19200 Ussel

Références : DDETSP19202600561
Code AIOT : 0051900510

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2026 dans l'établissement du Groupement d'Usagers de l'Abattoir d'Ussel implanté Rue du Moulin du Peuch 19200 Ussel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'effectue suite à un signalement des agents du service d'inspection vétérinaire, pour des écoulements rouges en sortie de station de pré-traitement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GROUPEMENT D'USAGERS DE L'ABATTOIR D'USSEL
- Rue du Moulin du Peuch 19200 Ussel
- Code AIOT : 0051900510
- Régime : Autorisation

Le Groupement d'Usagers de l'Abattoir d'Ussel exerce une activité d'abattage d'animaux multi-espèces (bovins, ovins et porcins).

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etapas de l'abattage.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 15	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours
2	Traitement et rejets des	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 26	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
	effluents.			
3	Rejets dans un ouvrage collectif	Arrêté Préfectoral du 05/08/2010, article 36 & 42	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que le système de pré-traitement ne semble pas présenter de défaillance matérielle, il apparaît par ailleurs que la gestion humaine de certaines actions ne permette pas une utilisation efficiente de la station.

Pour autant il est à noter que la présence d'une eau de couleur rouge (chargée en sang) n'est pas symptomatique d'un dysfonctionnement de la station mais plutôt soit d'un dysfonctionnement des appareils dans l'unité d'abattage soit d'une négligence ou mauvaise opération humaine.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etapes de l'abattage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents chargés de sang
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>La collecte du sang des animaux est réalisée à part de façon à réduire au seul minimum non maîtrisable l'écoulement vers les installations de collecte des effluents.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspecteur a constaté que la chaîne d'abattage porc n'est pas équipée d'un système de pompage permettant de récupérer le sang issu de l'égouttage au-dessus de l'auge de récupération.</p> <p>L'exploitant doit préciser le système mis en œuvre pour récupérer ce sang et justifier qu'il n'est pas évacué directement vers la station de pré-traitement, au regard des volumes susceptibles d'être important et ne se limitant pas au strict minimum non maîtrisable prévu par la réglementation.</p> <p>La visite de la chaîne d'abattage ovine a mis en exergue le caractère inopérant du système de pompage du sang confirmée par les techniciens du site. Cette avarie entraîne de facto un rejet irrégulier de l'ensemble du sang des ovins. Des dires des personnes rencontrées, aucun système alternatif n'est mis en œuvre pour palier à ce manquement. Le responsable de la maintenance nous fait savoir que cette situation n'est pas nouvelle sans mentionner de délai de mise en conformité.</p> <p>Cette situation n'est pas acceptable en l'état, et nécessite une action de mise en conformité rapide ou de suspension de cette activité si aucun protocole n'est mis en œuvre.</p> <p>La visite de la chaîne bovine, n'appelle pas de remarque quant au matériel destiné à l'évacuation des effluents et semble conforme dès le moment où les moyens sont mis en œuvre (action humaine).</p>

La visite de la station de pré-traitement a permis de constater la présence d'une eau de couleur rouge, ne laissant place à aucune interprétation sur la présence d'un volume important de sang dans celle-ci.

De ce fait l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, propose de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation dans des délais très courts et notamment cesser tout rejet de sang à l'exclusion du minimum non maîtrisable.

L'exploitant devra sous 7 jours à compter de la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, transmettre à l'inspection des installations classées un mémoire présentant les dysfonctionnements, leurs périodicités, les causes et les moyens mis en œuvre pour se remettre en conformité.

De plus lors de la visite, l'inspecteur a constaté que les grilles d'évacuation au sol, étaient pour un grand nombre retirées pour faciliter l'écoulement des effluents. Cette disposition entraîne donc un apport important de matière vers la station de pré-traitement et ne permet pas un fonctionnement optimal de celle-ci.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 7 jours

N° 2 : Traitement et rejets des effluents.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 26

Thème(s) : Risques chroniques, Analyses des rejets

Prescription contrôlée :

L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage, un dessablage et un dégraisage. Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence. Les installations de prétraitement sont correctement entretenues. Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les opérations concernées. Les effluents ne doivent pas contenir de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique des dispositifs d'épuration.

Constats :

Le site dispose d'un dégrillage, suivi d'un tamis rotatif et d'un bassin dégraisseur.

Le jour de la visite les constats suivants ont été réalisés :

- **Dégrillage : Présence d'amas de déchets, sous-produits dans l'outil. Le volume présent réduit très largement l'efficacité de cet appareil.**
- **Dégraisseur : Présence d'une épaisseur conséquente de matière à la surface du bassin. Le responsable de la maintenance nous informe que la mise en œuvre est manuelle et s'effectue 1 fois par semaine.**

Or, lors de la visite de 2024, la périodicité de récupération des graisses était de 2 fois par semaine selon les propos de l'exploitant.

De plus un volatile mort se trouve le jour de la visite en surface du bassin, celui-ci a déjà été observé la semaine précédente par les agents du SVI, ce qui remet en cause les propos du responsable maintenance sur la périodicité de mise en service de l'appareil.

L'exploitant doit dès réception du rapport mettre en œuvre un protocole de gestion de sa station de pré-traitement, déterminer des périodicités d'action permettant un fonctionnement optimal de la station.

Ces éléments doivent parvenir à l'inspection sous 7 jours, pour autant la mise en conformité de la station est immédiate à réception du rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 7 jours

N° 3 : Rejets dans un ouvrage collectif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2010, article 36 & 42

Thème(s) : Risques chroniques, Périodicité et valeur limite d'émission

Prescription contrôlée :

L'exploitant effectue une surveillance de ses rejets avant sortie vers la station collective.

Les paramètres suivis spécifiquement sur cette prescription sont : la demande chimique en oxygène (DCO) et la demande biochimique en oxygène à 5 jours (DBO5).

Les valeurs limites d'émission (VLE) admissibles de l'arrêté préfectoral sont 1035mg/l en DBO5 et 2060mg/l en DCO.

La périodicité d'analyse est fixée par arrêté préfectoral, mensuelle pour la DCO et trimestrielle pour la DBO5.

Constats :

Les rapports d'analyses à disposition de l'inspection via l'application GIDAF mettent en exergue une instabilité importante des valeurs : 29/01/26 : DCO à 1440 mg/l - 4/12/25 : DCO à 4050mg/l.

Mais également des dépassements importants des paramètres DBO5 et DCO.(août 2025 : 4680mg/l; octobre 2025 : 3750mg/l; décembre 2025 : 4050mg/l)

L'exploitant devra transmettre à l'inspection un rapport détaillant les causes probables de tels écarts de valeur, mais également justifier des causes entraînant les dépassements importants de VLE, une proposition d'actions permettant la remise en conformité sera transmis.

Afin de garantir le respect des analyses et des VLE, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions liées aux rejets de ses effluents et propose d'imposer une surveillance externe des rejets par un laboratoire agréé pendant une période de 6 mois à raison de deux relevés par mois.

L'exploitant transmettra sous 8 jours à l'inspection des installations un calendrier de prélèvement sur la période considérée pour validation.

Ces analyses seront effectuées aux frais de l'exploitant. En cas de non-conformité récurrente la périodicité des analyses sera prolongée jusqu'à remise en conformité des valeurs limites

d'émissions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

